

planification des politiques monétaires internationales. Nous discutons avec les Européens sur les modalités d'une participation du Canada au programme Eureka. Et bien sûr, nous négocions actuellement avec notre principal partenaire commercial, les États-Unis, afin de conserver nos marchés et de créer de nouveaux débouchés pour les Canadiens.

Le protectionnisme croissant des États-Unis suscite certaines craintes au Canada. Ces craintes sont justifiées et les Canadiens ont le droit d'exiger de leur gouvernement qu'il mette au point un meilleur système. Pendant des mois, nous n'avons cessé de lancer des mises en garde au sujet de la vague protectionniste qui déferle aux États-Unis. Les Canadiens sont maintenant directement touchés par cette réalité. Le système actuel ne fonctionne pas dans l'intérêt du Canada. Il doit être modifié. L'institution de droits compensateurs à l'égard des bardeaux n'est que l'exemple le plus récent. Les protectionnistes américains ont également porté leur attention sur le porc, le poisson de fond, les framboises, le sel marin et, plus récemment, sur le bois d'oeuvre et les fleurs coupées.

La liste est interminable. La situation est d'autant plus sérieuse que le Congrès menace constamment de voter unilatéralement des lois commerciales restrictives. Nous savons que la Chambre des représentants a approuvé de façon écrasante un important projet de loi relatif au commerce qui, s'il prenait force de loi, modifierait de façon considérable la loi américaine relative au commerce et aurait des répercussions directes sur le commerce canadien.

Ces problèmes ne découlent pas des négociations canado-américaines sur le commerce. Ils sont en fait la raison d'être de ces négociations.

S'il nous faut protéger les marchés et les emplois que nous possédons actuellement, nous avons également l'occasion d'accéder à de nouveaux emplois, à de nouveaux marchés, et à de nouvelles façons de démontrer que le Canada est de taille à concurrencer les meilleurs au monde.

Nous parlons souvent du village global. Il ne s'agit pas là d'une idée abstraite ou d'une injonction morale. C'est dans ce village global que le Canada doit se montrer concurrentiel.

À long terme, il se peut que la libéralisation du commerce ait surtout pour mérite d'inciter l'industrie canadienne, particulièrement le secteur manufacturier, à se mesurer à la concurrence internationale, au pays et à l'étranger.